

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 07/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LOG INNOV**

1 rue des morelles  
41330 Fossé

Références : 20250626-RAP-63-0632-Insp LOGINNOV-Montbeugny

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement LOG INNOV implanté 325 Avenue Faustin Potain Parc d'activités LOGIPARC 03 03340 Montbeugny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LOG INNOV
- 325 Avenue Faustin Potain Parc d'activités LOGIPARC 03 03340 Montbeugny
- Code AIOT : 0005603283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'entrepôt de matières dangereuses exploité par la société LOG INNOV à Montbeugny a été autorisé en régime seveso seuil haut par arrêté préfectoral n° 2037-2017 du 21 août 2017. Des modifications non substantielles portées à la connaissance de Monsieur le Préfet ont été autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 3166-2019 du 17 décembre 2019.

Cet entrepôt est constitué par un seul bâtiment comportant 6 cellules de stockage d'une surface individuelle de 3000 m<sup>2</sup> sur un terrain d'une surface d'environ 6,5 hectares situé sur le LOGIPARC03 qui a été autorisé par arrêté préfectoral du 10 mars 2011.

Grâce à des dispositions constructives de haut niveau, cet entrepôt ne génère pas de risques d'effets irréversibles ou létaux au-delà des limites du site et à une hauteur inférieure à 24 mètres.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction de stockages en contenants fusibles	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1	Sans objet
2	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.2	Sans objet
3	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7	Sans objet
4	Entretien des rétentions	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > II.	Sans objet
5	Dispositions en cas de fuite	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3	Sans objet
6	Moyens en équipements et en personnel	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2	Sans objet
7	Vérification périodique et maintenance des équipements	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 8.4.4	Sans objet
8	Revue de direction et synthèse annuelle	Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 8.7.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de ce site est conforme aux prescriptions réglementaires.

Les écarts relevés lors des contrôles réglementaires sont immédiatement traités par l'exploitant et les actions correctives font l'objet d'une traçabilité.

La culture sécurité est présente sur le site et fait l'objet d'une communication à l'ensemble des personnels afin de garantir une réactivité optimale.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Interdiction de stockages en contenants fusibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L.II. - Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B. de l'article I.4. Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230L en stockage couvert fermé ainsi qu'en stockage couvert ouvert mettant en œuvre les dispositions définies au point B de l'article I.4.
<b>Constats :</b>  Bien que cette disposition soit applicable au 01/01/26, l'exploitant stocke les liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) et les liquides inflammables non miscibles à l'eau de

catégorie 2 (mention de danger H225) dans des fûts métalliques, ce qui permet le respect de cette prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.2
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, protection
<b>Prescription contrôlée :</b>  A l'exception des palettiers couverts d'une peinture époxy ou tout autre dispositif équivalent, les équipements métalliques fixes sont reliés par un réseau de liaisons équipotentielles qui est mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection de 2022, les palettiers n'étaient pas reliés à la terre. L'exploitant a procédé à cette correction. Il a indiqué le jour de l'inspection, que depuis cette installation, aucune vérification n'avait été réalisée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit quand même s'assurer qu'il n'y a aucune altération de cette action corrective.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.7
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  III. - La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article VI-5 du présent arrêté et : - limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L ; - limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L.
<b>Constats :</b>  Le respect de la hauteur maximale de 7,60 mètres est garanti par l'interdiction, de stocker, sur le dernier niveau des palettiers, des récipients mobiles contenant des liquides inflammables en volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L. En outre, le jour de la visite, l'inspection a demandé à consulter des FDS qui ont pu être mises à disposition rapidement. A la lecture de ces FDS et notamment par rapport à la gestion des

incompatibilités entre les produits, l'exploitant a indiqué qu'il était compliqué de respecter ces incompatibilités eu égard au grand nombre de produits stockés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il a été constaté lors de la visite la présence de palettes disséminées à différents endroits de l'entrepôt. Ces palettes n'ont pas vocation à être stockées au sein de l'entrepôt. L'exploitant a indiqué réfléchir à la mise en place d'une zone de stockage extérieure, à l'arrière de l'entrepôt et qu'un porter à connaissance sera transmis au préfet. Quant au stockage des produits qui peuvent être incompatibles, l'exploitant doit réfléchir à une procédure permettant de limiter ces situations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Entretien des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.11 > II.
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence. Les rétentions prévues aux articles III-12, III-13 et III-14 font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et un examen visuel annuel approfondi.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé que les rétentions faisaient l'objet d'un suivi annuel et d'une révision quinquennale. Lors de la visite du site, l'inspection a pu voir les dispositifs de rétention et la fonctionnalité de ceux-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Dispositions en cas de fuite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article IV.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de fuite d'un récipient mobile ou sur un groupe de récipients mobiles, les dispositions suivantes sont mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> <li>- analyse de la situation et évaluation des risques potentiels ;</li> <li>- isolement du récipient ou de la palette dans les meilleurs délais si la fuite ne peut pas être interrompue ;</li> <li>- mise en œuvre de moyens en vue de prévenir les risques identifiés dans l'étude de dangers ;</li> <li>- application des consignes prévues pour récupérer, neutraliser, traiter ou éliminer le liquide perdu et le récipient mobile ou groupe de récipients mobiles.</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>La question de la procédure en cas de fuite a été posée lors de l'inspection à l'exploitant et une réponse factuelle reprenant les dispositions réglementaires a été donnée.</p> <p>Lors de la visite du site, la même question a été posée à un opérateur, qui a su faire une réponse de premier niveau et se rapprocher d'un autre opérateur spécialement formé pour intervenir en cas de fuite.</p> <p>Les procédures sont connues tant de la direction que des opérateurs, faisant apparaître la mise en place d'une culture sécurité homogène.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Moyens en équipements et en personnel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>V. - L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaire à la lutte contre les incendies définis à l'article VI-I du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles d'aide mutuelle ou conventions et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les émulseurs sont tous identiques sur l'ensemble des cellules mousse haut foisonnement et bidons d'alimentation des PIA (bidons de 30 l stockés dans le local sprinklage) et sont adaptés aux produits stockés. Ils font l'objet d'une vérification annuelle par l'intermédiaire d'analyse.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fera préciser au fournisseur à quoi correspond le conservateur (quelle substance) indiqué sur la FDS qui a été consultée lors de l'inspection.</p> <p>Il transmettra la réponse à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Vérification périodique et maintenance des équipements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 8.4.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p>

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. L'exploitant maintient en bon état de marche et s'assure du bon fonctionnement, ou fait effectuer la vérification, selon le plan de maintenance relatif à tous les équipements présents sur le site et concourant à la garantie du maintien du niveau de risque déterminé dans l'étude de dangers et ses éventuels compléments en vigueur. Cette disposition est appliquée conformément à la réglementation en vigueur notamment pour les Équipements Sous Pression. Les vérifications périodiques de ces équipements sont archivées, dans un (des) registre(s), sur un support papier ou informatique et sur lequel sont également mentionnées la qualification du fonctionnement, la nature des éventuels désordres ou dysfonctionnements, le délai d'intervention dans lequel la réparation doit être effectuée ainsi que les suites données. Le registre est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection en charge du contrôle des installations classées. Les vérifications périodiques des dispositifs d'extinction automatiques comportent à minima les actions suivantes : une visite hebdomadaire, correspondant à une vérification de fonctionnement (bonne marche des moteurs, des alarmes...), une visite semestrielle correspondant à une vérification de conformité par rapport aux règles en vigueur (pressions des systèmes, dimensionnement...) et une visite triennale, correspondant à une vérification de maintenance préventive (changement des pièces d'usure, joints, vérification de l'usure des moteurs thermiques, par exemple par analyse d'huile et de l'ensemble motopompe, par exemple par mesure de vibration.

**Constats :**

L'exploitant fait vérifier annuellement ses équipements de sécurité, par des organismes habilités, et qui ont pu être consultés préalablement à la visite sur site.

La non-conformité relevée sur les installations électriques a été traitée.

Les actions correctives préconisées par l'organisme de contrôle concernant le SSI sont prises en compte et un devis est en cours de validation.

Les remarques ou non-conformités signalées par les organismes de contrôle sont prises systématiquement en compte par l'exploitant et font l'objet d'actions correctives qui sont traçables.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Revue de direction et synthèse annuelle**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/08/2017, article 8.7.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, procédure

**Prescription contrôlée :**

Article 8.7.3. Revue de direction et note de synthèse annuelle Une revue de direction est effectuée chaque année. Elle comporte une évaluation systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité. Elle repose notamment sur les résultats des audits internes, sur les éléments issus du retour d'expérience d'exploitation des installations susceptibles de générer un accident majeur, sur le suivi des actions correctives ou curatives décidées pour améliorer la sécurité, sur l'analyse des formations effectuées dans l'année écoulée et des besoins de formation identifiés. Elle comporte un bilan de la vérification de l'accomplissement des objectifs qui avaient été fixés pour l'année écoulée et un exposé des objectifs prévus pour l'année suivante.

Une note de synthèse des résultats issus de chaque revue de direction est envoyée à l'inspection

des installations classées. Cette note de synthèse comporte une évaluation systématique de la politique de prévention des accidents majeurs, de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité et du niveau de risque de l'établissement tel que défini à l'article 8.6.1

**Constats :**

La revue de direction a été transmise à l'inspection.

A noter que durant l'année 2024, il n'y a eu aucun incident notable sur le site.

Les épandages (1/1450T) sont constatés pour 70% lors de l'arrivée des camions sur le site et plus particulièrement dans la filière agricole.

Log'Innov fait une évaluation des retours clients afin de garantir une prestation la plus pertinente possible. Il effectue également une évaluation de ses prestataires pour respecter la politique de qualité définie au niveau du groupe.

L'exploitant précise qu'il y a un rapport spécifique SSME.

**Type de suites proposées :** Sans suite